

AZERBAÏDJAN : FICHE PAYS – JUIN 2022



Catégorie OCDE (2022) : 4/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+/Ba2/BB+
 Change : manat / Régime de change de facto fixe / USD
 Horizon de l'objectif de réduction des GES : -35% d'ici 2030

FORCES

- Importantes réserves d'hydrocarbures (gaz)
- Maîtrise des finances publiques
- Fonds de réserve qui confère au pays une confortable marge de manœuvre

FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures
- Fragilité du secteur bancaire
- Défaillances en matière de gouvernance pesant sur le secteur hors hydrocarbures
- Risque d'instabilité dans le Haut Karabakh

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : L'Azerbaïdjan a enregistré un net rebond de son activité en 2021 (+5,6%) après la récession de 2020. La croissance devrait être tirée en 2022 par la hausse des cours des hydrocarbures et les investissements publics. L'économie, très dépendante de la Russie (échanges commerciaux, investissements, transferts d'expatriés), pourrait toutefois souffrir des conséquences du conflit en Ukraine. L'inflation notamment devrait peser sur la consommation. La croissance pourrait ainsi ralentir autour de 3%. La forte dépendance aux hydrocarbures risque de contraindre la croissance du pays à plus long terme.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : la situation des finances publiques, très dépendantes du secteur pétrolier et gazier (55%-60% des revenus environ) devrait profiter du niveau élevé des cours mondiaux. Malgré une hausse attendue des dépenses (notamment subventions et investissements), la progression des recettes devrait permettre à l'Etat de réduire son déficit à moins de 2% PIB. Le niveau d'endettement du pays, déjà très modéré en 2021, devrait se réduire autour de 16% du PIB. Les actifs du fonds de réserve SOFAZ (environ 80% du PIB), contribuent à garantir à l'Etat azerbaïdjanais d'importantes marges de manœuvre.
- **Vulnérabilité extérieure** : la banque centrale intervient pour maintenir une parité fixe du manat face au dollar. Les données relatives à la dette extérieure sont limitées, notamment sur sa composition. Son niveau (de l'ordre de 50% du PIB) reste modéré au regard du niveau de ses réserves (6 mois d'importations) et des importantes ressources du SOFAZ.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : les données relatives à la performance du secteur sont peu nombreuses. La dévaluation avait fortement fragilisé les établissements en 2015 et 2016 et conduit l'Etat à restructurer la plus grande banque du pays (IBA) en 2017. Malgré une certaine amélioration après la fermeture de quatre établissements en 2020, la fragilité du secteur bancaire, encore très dollarisé, représente l'une des principales sources de vulnérabilité du pays.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Ilham Aliyev dirige le pays depuis octobre 2003. Les tensions sociales ont augmenté avec les mesures de confinement mais les manifestations de mécontentement de la population sont limitées par la répression des mouvements de protestation. Le conflit qui l'a opposé à l'Arménie à l'automne 2020 a permis à l'Azerbaïdjan de reprendre le contrôle d'une partie du territoire du Haut Karabakh. Malgré la signature d'un cessez-le-feu, la situation reste très instable.
- **Climat des affaires** : les défaillances en matière de gouvernance constituent un obstacle au développement du secteur privé non pétrolier. Des efforts sont néanmoins réalisés pour améliorer l'environnement des affaires et attirer les investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : L'Azerbaïdjan est vulnérable aux changements climatiques, particulièrement son secteur agricole, exposé aux risques d'inondation et d'extrême sécheresse. Le pays est un émetteur moyen de GES (72^{ème} rang sur 145) et ses émissions tendent à baisser (-0,9% entre 2014 et 2018 contre +1,3% sur les quatre années précédentes) mais reste une économie très dépendante des revenus liés aux hydrocarbures. L'Azerbaïdjan dispose d'un potentiel important de

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017 - 2021 (% du total)			
Exportations		Importations	
Hydrocarbures	89,7%	Machines, app. mécaniques	14,5%
Produits agricoles	3,5%	Machines, mat. élec.	7,6%
		Voitures, véhicules terrestres	6,9%
		Ouvrages/ tubes fonte, fer, acier	5,6%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017 - 2021 (% du total)			
	Exportations		Importations
Italie	33,1%	Russie	17,4%
Turquie	12,9%	Turquie	14,2%
Israël	5,0%	Chine	11,6%
Russie	4,0%	Etats-Unis	5,6%
France (14 ^{ème})	1,8%	France (13 ^{ème})	1,5%

Source: International Trade Center, CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

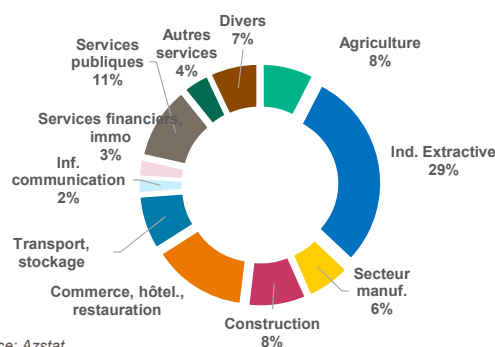
AZERBAIDJAN	2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	41,4	47,1	48,2	42,7	54,6	73,4
<i>Rang PIB mondial</i>	92	90	90	91	87	86
Population (Mns)	9,8	9,9	10,0	10,1	10,1	10,2
<i>Rang Population mondiale</i>	87	88	88	88	85	83
PIB / habitant (USD)	4 218	4 760	4 826	4 241	5 398	7 164
Croissance PIB (%)	0,2	1,5	2,5	-4,3	5,6	2,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	12,8	2,3	2,7	2,8	6,7	12,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	2,8	2,5	2,9	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB) ⁽¹⁾	22,5	18,7	17,7	21,3	26,4	15,9
Solde public (% PIB) ***	-1,6	-0,4	-0,3	-2,4	-2,3	-1,8
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	2,0	2,4	1,8	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)***	5,1%	13,0%	10,1%	-0,5%	5,3%	5,8%
IDE (% du PIB)	0,7%	-1,7%	-2,9%	-1,8%	0,8%	1,0%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	3,6	2,8	4,6	3,9	4,1	5,1
Dettes extérieures totales (% PIB)	53,3%	47,1%	47,3%	55,7%	43,7%	30,6%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	1,6%	1,2%	1,3%	NA	NA	NA
Taux de change	1,70	1,70	1,70	1,70	1,70	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	NA	NA	22	25	NA	NA
Taux de NPL	13,8	12,2	8,3	6,1	4,2	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
ROA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	162	160	158	162	NA	NA
Rang doing business (190 pays)**	57	25	34	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	82	82	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	78	78	80	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Sources : FMI (WEO & REO 04/2022); * Banque Mondiale; **Oxford Economics; *** Fitch rating

Legendes : (e) estimations ; (p) prévisions. (1) Hors gies publiques jusqu'en 2020, à partir de 2021 yc gie en faveur d'Aqracreat

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Azerbaïdjan : part des secteurs dans l'activité (2020)



Source: Azstat



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie très dépendante de hydrocarbures**

Les industries extractives, essentiellement d'hydrocarbures, pèsent de l'ordre de 35% dans le PIB.

L'Azerbaïdjan abrite les 3^{èmes} réserves de pétrole de la CEI (7 Mds de bls) mais loin derrière la Russie (110 Mds) et le Kazakhstan (30 Mds). La production annuelle est en baisse depuis 2010 en raison du moindre rendement du champ *off-shore* d'*Azeri Chirag Guneshli* (ACG), au large de la Mer Caspienne, d'où provient l'essentiel de la production. L'imposition de quotas au niveau de l'OPEP+ afin de soutenir les cours depuis 2020 pèsent également sur l'activité d'extraction.

Le pays compte désormais davantage sur l'exploitation de ses réserves de gaz naturel pour compenser progressivement la baisse de la production de pétrole. En 2006, la mise en production de deux nouveaux champs (ACG et Shah Deniz) a permis à l'Azerbaïdjan de tripler sa production, dont une large partie est consommée localement (production d'électricité). Les volumes de production de gaz (17 Mtep en 2020) restent nettement inférieurs à ceux de pétrole (44 Mtep en 2020). Une partie du gaz est désormais acheminée directement en Europe via une série de trois gazoducs qui relient l'Azerbaïdjan à l'Italie¹, avec une capacité 10 Mds m³ utilisée en quasi-totalité.

L'Azerbaïdjan a développé la **filière aval de transformation** d'hydrocarbures, notamment la production d'éthylène et de propylène (unité d'Azerikimya) ou de carburant (raffinerie Heydar Aliyev de Bakou).

L'Azerbaïdjan a également une activité minière (aluminium, or, minerai de fer, zinc).

- **Les effets positifs de la hausse des cours atténués par la dépendance à la Russie**

Après la forte **contraction** de l'activité enregistrée en 2020 (-4,3%, la plus forte depuis 1995), le **rebond a été marqué en 2021 (+5,6%)** grâce notamment à la hausse des prix du pétrole et à l'assouplissement progressif des quotas de production OPEP+. La situation s'est en outre améliorée sur le front de l'épidémie Covid. Si les contaminations ont enregistré un nouveau pic en février 2022, l'épidémie semble sous contrôle. Environ 47% de la population était totalement vaccinée fin avril 2022 (contre environ 30% en Géorgie et en Arménie).

Les conséquences de la crise en Ukraine auront un impact sur l'économie du pays. Sa dépendance à la

Russie pourrait atténuer les effets positifs liés à la hausse des cours des hydrocarbures.

La Russie est le premier fournisseur de l'Azerbaïdjan notamment pour les **céréales** (2/3 du total) et particulièrement le **blé** (quasi-totalité des importations). L'effet de la **hausse des prix mondiaux** conjugué à des problèmes d'**approvisionnement accentuent l'inflation** (12,9% en avril 2022 contre 6,7% fin 2021) qui devrait **peser sur la consommation**. Les subventions mises en place depuis février devraient cependant atténuer le renchérissement des biens alimentaires.

Les **transferts d'expatriés** (2,5% du PIB), provenant à plus de 50% de Russie, devraient être en repli.

La production de pétrole reste contrainte par les quotas OPEP+, assouplis très progressivement (718 000 bl/j en mai contre 696 400 en avril). Au T1 2022, la production de pétrole a baissé de plus de 5,5% en g.a². La production de gaz a en revanche progressé de plus de 13%³. La hausse des volumes d'exportation de gaz devrait toutefois être contrainte par les capacités du gazoduc trans-Adriatique (TAP), déjà utilisé à pleine capacité. S'agissant des exportations hors hydrocarbures, en particulier agricoles, elles devraient progresser grâce des récoltes favorables de fruits et légumes.

Les projets d'infrastructures, en particulier dans les transports (ferroviaires) devraient soutenir la croissance. Au T1 2022, le PIB aurait progressé de 6,8% en ga⁴ et 7,2% au cours des 5 premiers mois, tiré surtout par les secteurs hors hydrocarbures.

Le FMI a revu à la hausse de 0,5 pp sa prévisions de 2022 à 2,8% (en ligne avec la Banque Mondiale : +2,7%) après avoir réévalué celle pour 2021 (5,6% + 2,7 pp) **ainsi que celle de 2023** (2,6% + 0,9pp). Fitch prévoit une croissance de 3,5% et la banque centrale 3,9% pour 2022.

A plus long terme, la croissance du pays très dépendante des hydrocarbures, pourrait être freinée par la baisse du rendements des champs. Elle dépendra de la capacité du gouvernement à mettre en œuvre son programme de diversification.

- **Resserrement modéré de la politique monétaire**

Face à l'accélération de l'inflation, la Banque centrale (CBA) qui avait ramené son taux de référence à 6,25% mi-2021, **a progressivement resserré sa politique monétaire** (trois hausses en six mois) et relevé son taux à 7,75% en mars 2022. Le niveau des taux d'intérêt reste

¹ (1) Le gazoduc sud-caucasien vers la Turquie via la Géorgie mis en service en 2006 ; (2) le trans-anatolien (TANAP) jusqu'à la frontière gréco-turque, inauguré fin 2019 ; (3) le trans-adriatique (TAP), vers l'Italie la mer Adriatique inauguré fin 2020. Cf p.5

² 8,8Mt à 8,3 Mt, source Ministry of Energy

³ 10,4 Mds m³ à 11,8 Md sm³ source Ministry of Energy

⁴ Source State Stat Committee



cependant l'un des plus faibles de la zone (11% en Géorgie, 9,25% en Arménie, 14% au Kazakhstan)

- **Des efforts de diversification contraints par des faiblesses structurelles**

Le secteur manufacturier, peu développé (5% du PIB environ), est dominé par la transformation de pétrole et la production agro-alimentaire.

Les services devraient continuer à se développer, notamment les services financiers mais aussi les technologies de l'information (TIC), secteur jugé prioritaire par le gouvernement qui encourage les PME innovantes (exonération d'impôts pendant 3 ans)

D'importantes faiblesses structurelles ralentissent cependant la modernisation de l'économie : manque de compétitivité, faible niveau de gouvernance, omniprésence de l'Etat dans l'économie.

La diversification au profit du secteur privé non-pétrolier, sans être remise en cause, risque d'être extrêmement lente, limitant le potentiel de croissance à moyen terme du pays.

- **Le défi de la vulnérabilité persistante du secteur bancaire**

Le secteur bancaire, composé de 26 banques (en février 2022 contre 30 fin 2019), est dominé par les banques privées (24, dont la moitié sont partiellement ou totalement détenues par des capitaux étrangers) qui octroient environ 80% des crédits⁵.

Fragilisée par la forte dépréciation du manat en 2015 et 2016, la situation de l'ensemble du système bancaire semblait s'être améliorée après la restructuration de la plus grande banque du pays, l'IBA⁶. La crise de la COVID 19 a à nouveau pesé sur le secteur et conduit l'Etat à fermer quatre banques privées figurant parmi les quinze plus grands établissements du pays (Atabank, AGBank, NBCBank and Amrakh Bank)⁷. Certaines mesures ont par ailleurs été prises pour soulager le secteur : suspension de paiement des intérêts de retard, assouplissement des exigences réglementaires dans le calcul du ratio de capitalisation pour certaines catégories de prêts.... En janvier 2021, la CBA a annoncé la reprise des inspections des établissements bancaires suspendues pendant la crise et la réintroduction d'exigence de capitalisation sur les crédits aux particuliers.

Un programme de résolution des NPL lancé en 2019, dont l'objectif était de compenser les pertes liées aux conséquences de la dévaluation de 2015, a réduit le niveau des prêts non performants. Les données officielles paraissent cependant sous évaluées.

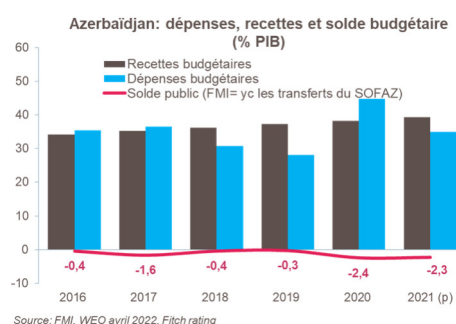
Les crédits au secteur privé sont concentrés sur les ménages (plus de 50%), le secteur du commerce et les services (17 %) et l'immobilier (14%).

Des efforts de dédollarisation ont été réalisés ces dernières années, permettant une réduction du poids des crédits en devises à moins de 30% du total à fin 2020 (50% en 2015-16), et celui des dépôts en devises à environ 50% à fin 2021 (80% en 2015).

Malgré les progrès pour l'assainir, **la fragilité du secteur bancaire continue à représenter l'une des principales sources de vulnérabilité du pays.**

2. FINANCES PUBLIQUES

- **La hausse des cours devrait être favorable aux finances publiques**



Les recettes budgétaires proviennent pour environ 55%-60% des hydrocarbures. Ces revenus alimentent le fonds pétrolier (SOFAZ) à partir duquel sont effectués chaque année des transferts en faveur du budget.

Le SOFAZ (*State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan*) créé en 1999 doit permettre une meilleure répartition des revenus entre les générations et de préserver la stabilité économique. Alimenté par les recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures, il est utilisé pour réduire le déficit budgétaire et financer des projets stratégiques.

En 2020, le plan de soutien (près de 5% du PIB) et la chute de revenus pétroliers ont provoqué une **très forte dégradation du solde budgétaire** à -6,5 % du PIB contre un excédent de plus de 9% du PIB en 2019.

Le **budget 2022**, établi fin 2021, est basé sur une hypothèse de prix du pétrole de 50 \$/bl alors qu'il atteindrait le double selon le FMI en 2022, augmentant les perspectives de revenus pour l'Etat.

Les dépenses devraient néanmoins progresser. Le gouvernement a annoncé la **revalorisation de 20% du salaire minimum** (de 250 à 300 AZN net par mois) à compter de janvier 2022. Des **subventions** ont en outre été introduites pour limiter les conséquences de la hausse des prix des biens alimentaires, pour les

⁵ Statistical Bulletin Banque centrale Mars 2022

⁶ L'Etat est venu en aide à la Banque Internationale d'Azerbaïdjan (IBA), en difficulté dès 2012. Sa part dans le capital a été portée à 95%, sa dette internationale a été restructurée en 2017 et la

majorité de ses prêts non performants ont été transférés à une société de défaillance. L'établissement doit être privatisé.

⁷ La loi prévoit qu'une banque non solvable pendant 9 mois passe automatiquement sous le contrôle de la BCA



ménages et les PME du secteur agro-alimentaire. Les dépenses d'investissement (20% du total en 2021) devraient progresser (projets d'infrastructure).

L'augmentation des dépenses devrait être inférieure à celle des revenus, permettant à l'Etat de réduire son déficit en dessous de 2% du PIB selon Fitch. A noter que le FMI, qui prend en compte les transferts du Fonds Sofaz dans le budget, fait apparaître un excédent de 20% du PIB en 2022 (après 4% en 2021). Cette amélioration semble particulièrement rapide.

Les actifs du fonds de réserve, qui dépassaient 45 Mds \$ début avril 2022 (soit plus de 80% du PIB estimé pour 2021) confèrent à l'Etat une confortable marge de manœuvre.

- **Une dette publique peu élevée**

Jusqu'en 2020, les données d'endettement public publiées par le FMI n'incluaient pas les garanties accordées par l'Etat au titre des engagements des entités publiques ou privées. A compter de 2021, elles intègrent celles consenties à Aqracredit, l'entité qui a repris les actifs dépréciés de la banque IBA. Il s'agit d'une dette locale d'un montant estimé à 13,1% du PIB

Le Gouvernement apporte également sa garantie sur d'importants montants de dette des entreprises publiques (non inclus dans la dette publique estimée par le FMI), notamment dans le cadre de la construction du gazoduc Southern Gas Corridor (9% du PIB) ou d'autres compagnies publiques (montant cumulé de l'ordre de 6% du PIB).

Le niveau d'endettement public s'établissait en 2021 à environ 26% du PIB un niveau qui reste modéré et pourrait être ramené à 16% du PIB en 2022 à la faveur d'une baisse des besoins de financement et de l'accélération de la croissance. Le Ministère des finances évalue quant à lui à 18,2% du PIB le niveau de la dette publique début janvier 2022 (hors garanties), inférieur au plafond de 20% fixé par décret présidentiel début 2022.

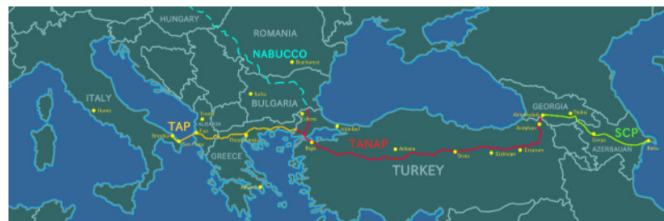
3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Solde courant, très dépendant des hydrocarbures**

Les hydrocarbures (pétrole, gaz et produits dérivés) pèsent pour **environ 90 % des recettes** d'exportations. Le pétrole brut est destiné principalement aux marchés italien et grec. Le gaz est vendu majoritairement en Turquie (l'**Azerbaïdjan est devenu le 1^{er} fournisseur de LNG de la Turquie en mai 2020**) et en Géorgie. La mise en service du gazoduc Trans-anatolien (TAP, cf ci-dessous), puis l'inauguration de la connexion du TANAP à la Turquie fin 2019 et enfin la **mise en service du tronçon reliant la Turquie à l'Italie fin 2020** ont permis

une **nette progression des volumes de gaz exportés**. **L'accord commercial préférentiel conclu avec la Turquie**, entré en vigueur en mars 2021, devrait contribuer à développer les échanges entre les deux pays.

Gazoduc « The Southern Gas Corridor »



Source : Eurasianet

Les exportations de gaz progresseront également vers l'UE. La Bulgarie a approché l'Azerbaïdjan suite à la décision de la Russie de suspendre ses livraisons de gaz. L'interconnexion Grèce-Bulgarie avec le gazoduc existant TAP devrait être achevé d'ici fin 2022. Les volumes exportés seront toutefois contraints, les capacités du TAP étant déjà utilisées quasiment à 100%.

Grâce à la hausse des cours, le solde courant, déficitaire en 2020, est redevenu excédentaire en 2021 (5,3% du PIB). Compte tenu des prévisions de cours des hydrocarbures et de la progression (modérée) des volumes exportés de pétrole (assouplissement des quotas OPEP+) et de gaz, les exportations d'hydrocarbures devraient rester élevées. Les exportations hors pétrole (produits agricoles notamment) devraient être bien orientées. La hausse de la valeur des importations pourrait néanmoins atténuer l'amélioration du solde qui pourrait s'établir autour de 6% du PIB selon Fitch. A noter que le FMI prévoit un excédent de +37% du PIB qui semblent optimistes, au regard des contraintes relatives aux capacités de transport du gaz et des quotas de production de pétrole de l'OPEP+.

A plus long terme, malgré les efforts visant à développer la transformation d'hydrocarbures et donc d'exporter des produits à plus forte valeur ajoutée, **la dépendance aux exportations d'hydrocarbures devrait rester une source de vulnérabilité.**

- **Coûteux maintien d'une parité fixe du manat vis-à-vis du dollar**

En janvier 2017 la banque centrale (CBA) a annoncé sa décision de laisser le manat flotter librement après avoir introduit un système de flottement dirigé fin 2015. **Mais face aux conséquences de la dépréciation du manat face au dollar (- 13% en 2016 puis -6% en 2017), les autorités ont finalement privilégié le maintien d'une parité fixe dès mi-2017 (1,7 AZN/ USD).** L'excédent courant limite désormais fortement les pressions sur le manat.



- **Risque de surendettement extérieur modéré**

Le ratio de dette extérieure a fortement augmenté en 2015 et 2016 suite à la dépréciation du manat qui a mécaniquement réduit la valeur en dollar du PIB. Par ailleurs, la baisse des recettes budgétaires consécutive à la chute des cours du pétrole a nécessité le recours à l'endettement de l'Etat. Le FMI estime le **ratio d'endettement extérieur du pays à moins de 45% du PIB⁸ en 2021, en repli par rapport à 2020.**

Le ratio de dette extérieure publique est, selon le Ministère des finances, de 15%.

Les réserves de change dépassaient 7 Mds\$ fin mars 2022, représentant de l'ordre de 6 mois d'importations. Elles couvrent largement le service de la dette extérieure publique estimé, sur la base des données Banque Mondiale, à 1,4 Mds \$ en 2022 comme en 2023.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Conflit avec l'Arménie sur le statut du Haut Karabakh**

L'Azerbaïdjan souhaitait récupérer des territoires du Haut Karabakh, région sous contrôle arménien depuis la guerre entre les deux pays (1991-1994). Malgré les négociations sous l'égide du groupe de Minsk (Etats-Unis, France, Russie), régi par l'OSCE, le conflit perdurait mais restait sous contrôle. A partir de juillet mais surtout à l'automne 2020, les affrontements se sont multipliés, dégénérant en une confrontation armée. L'Azerbaïdjan a reçu le soutien explicite de la Turquie et les tensions ont fait craindre un embrasement dans la région. L'intervention de la Russie a conduit à la **signature d'un accord de cessez-le-feu le 9 novembre 2020.** L'Azerbaïdjan récupère ainsi une partie du Haut-Karabakh et les territoires situés entre cette région et l'Arménie depuis 1994. La Russie, avec l'accord de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, a déployé une force de maintien de la paix pour une période initiale de 5 ans, renouvelables une fois.

Le conflit en Ukraine a accentué les tensions, provoquant une succession de violations de cessez-le-feu en mars 2022. L'Azerbaïdjan tente de négocier un traité de paix avec l'Arménie. Les deux pays ont accepté officiellement début avril d'ouvrir les discussions. **L'instabilité devrait rester très forte**, compte tenu de l'affaiblissement de la capacité de la Russie à jouer un rôle de médiateur.

- **Domination du président Aliyev et de son parti, garante de la stabilité politique**

Ilham Aliyev a succédé à son père (Heydar Aliyev) en octobre 2003, puis a été réélu confortablement à chaque élection (avec 86% des suffrages pour son quatrième mandat en avril 2018). Compte tenu des modifications apportées à la constitution, allongeant le mandat de 5 à 7 ans et supprimant toute limite du nombre de mandats, M. Aliyev devrait rester à la tête du pays au moins jusqu'aux **prochain scrutin général de 2025.** Son parti (New Azerbaijan Party- NAP) a remporté les élections législatives (anticipées) de février 2020 (70 des 125 sièges), dont l'organisation a toutefois été critiquée par les observateurs internationaux.

La situation **sociale, tendue reste sous contrôle du régime.**

- **Une gouvernance encore faible**

Les performances de l'Azerbaïdjan en matière de gouvernance sont globalement moins bonnes que celles du Kazakhstan et s'améliorent peu. Le pays est au 128^{ème} rang (sur 180) de l'Indice de Perception de la corruption. Le gouvernement, conscient de la nécessité d'attirer les investisseurs, a lancé différentes réformes visant à faciliter l'obtention de crédits, de permis de construire, à développer les services aux PME ou digitalisation des services des douanes.... La création de l'Azerbaijan Investment Holding doit en outre permettre d'améliorer la gouvernance au sein des entreprises publiques.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Azerbaïdjan est vulnérable aux changements climatiques, particulièrement son secteur agricole (production de coton), exposé aux risques d'inondation mais aussi à l'extrême sécheresse, susceptible par ailleurs de déclencher d'importants incendies comme ce fut le cas en 2014. **Le pays est un émetteur moyen de GES** (72^{ème} rang sur 145) et **ses émissions tendent à baisser** (-0,9% entre 2014 et 2018 contre +1,3% sur les quatre années précédentes). Le pays a lancé dès 2017 un plan à moyen long terme en vue de respecter ses engagements de réduction de 35% de ses émissions à l'horizon 2030.

L'Azerbaïdjan dispose d'un potentiel important de développement d'énergie renouvelable. Le Ministère de l'Energie a ainsi signé en avril 2021 un accord avec l'IFC pour une évaluation du potentiel de production d'énergie éolienne, estimé à 3 000 MW. Deux projets ont été lancés par des entreprises russes (un offshore en mer caspienne, l'un dans les territoires recouverts du Haut Karabakh. Une centrale solaire (Garadagh, près de Bakpou) devrait être opérationnelle fin 2023. Le sujet des énergies renouvelables était à l'ordre du jour d'une visite d'une délégation française du MEDEF en avril 2022.

⁸ Regional Economic Outlook d'avril 2022, hors dette garantie par l'Etat



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.